



Le 11 février 2020

JO n° 33 du 8 février 2020 :

Ministère de la Culture :

Arrêté du 31 janvier 2020 relatif aux élections des conseils régionaux de l'ordre des architectes et du Conseil national de l'ordre des architectes

Arrêté du 3 février 2020 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (Xelians Archivage)

Arrêté du 20 décembre 2019 portant nomination (directrice de service à compétence nationale : M^{me} Isabelle Dion, Archives nationales d'outre-mer)

Arrêté du 30 janvier 2020 portant nomination du président du conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine (M. Jean-Michel Leniaud)

Arrêté du 31 janvier 2020 portant nomination de la directrice du musée de la Musique de l'établissement public de la Cité de la musique-Philharmonie de Paris (M^{me} Marie-Pauline Martin)

Arrêté du 5 février 2020 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet (M. Jérôme Bonherbe)

Autres autorités :

Arrêté du 29 janvier 2020 autorisant, au titre de l'année 2020, l'ouverture et l'organisation de concours communs pour le recrutement dans le premier grade de divers corps de fonctionnaires de catégorie B (dont : secrétaires administratifs du ministère de la Culture)

Arrêté du 6 février 2020 fixant la liste des fonctions qualifiant à siéger dans un comité d'audition pour le recrutement de chefs de service

Arrêté du 7 février 2020 portant report de crédits (Culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ; Recherche et enseignement supérieur : Recherche culturelle et culture scientifique)

JO n° 34 du 9 février 2020 :

Ministère de la Culture :

Arrêté du 27 janvier 2020 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'Espace de l'Art Concret, centre d'art contemporain situé à Mouans-Sartoux

Arrêté du 30 janvier 2020 désignant un commissaire du Gouvernement auprès du groupement d'intérêt public Portail de la publicité légale des entreprises (www.pple.fr) (M. Jean-Baptiste Gourdin)

JO n° 35 du 11 février 2020 :

Ministère de la Culture :

Pas de texte

Autres autorités :

Arrêté du 10 janvier 2020 approuvant les modifications apportées au titre et aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Le Vieux Montmartre)

JOUE du 10 février 2020 (L037 - C044, C045) : RAS

JOUE du 11 février 2020 (L038 - C046, C047) : RAS

Communiqués de presse de l'Union européenne :

Budget à long terme de l'UE : les ambitions de l'Union doivent s'accompagner d'un financement adéquat

Questions écrites parlementaires :

Réponses du ministre de la Culture aux questions écrites parlementaires (Assemblée nationale/Sénat) : semaine du 3 au 9 février 2020 : pas de réponse de M. le ministre

Autres infos :

Discours/Communiqués :

Culture - L'audiovisuel change son regard sur le handicap

Rapports/Avis :

Culture - [Mission intelligence artificielle et culture](#). Rapport final du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique

Culture - Annexe au rapport Mission intelligence artificielle et culture :

[Annexe 1](#) : Hadopi

[Annexe 2](#) : SACEM

[Annexe 3](#) : SGDL

[Annexe 4](#) : DGFLA

Culture - [Mission intelligence artificielle et culture](#) : synthèse du rapport

Assemblée nationale - [Rapport n° 2654](#) sur la proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion

Assemblée nationale - [Rapport n° 2651](#) sur la proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne

Jurisprudences :

Légifrance - [CAA de Paris, 3^e chambre, affaire n° 18PA03841](#) : la SARL Catalogne Informations demande d'annuler la décision du comité territorial de l'audiovisuel de Toulouse refusant la modification du code « PS » attaché au service radiophonique qu'elle édite, ainsi que la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) rejetant son recours administratif préalable

Légifrance - [CAA de Bordeaux, affaire n° 19BX04699](#) : La fédération des cirques de tradition et propriétaires d'animaux de spectacles et l'association de défense des cirques de famille demande d'annuler pour excès de pouvoir la décision implicite de rejet de leur demande d'abrogation de l'arrêté du maire de la commune de Pessac interdisant l'installation de cirques avec animaux sauvages en vue de leur représentation au public sur le territoire de la commune et d'enjoindre le maire de Pessac d'abroger cet arrêté

Périodiques en ligne :

Collectivités locales - [La lettre d'information n° 163](#) : du 11 février 2020